

qui leur est cher pour le salut commun.

Avant que je passe à un autre sujet, permettez-moi de parler un instant du discours que le général Smuts, du Sud-Africain, a fait ces jours derniers à Londres. Ayant rencontré celui-ci, ayant assisté avec lui à la conférence impériale, le premier ministre, j'en suis sûr, sera le premier à reconnaître qu'il était le lion du jour dans la métropole. Il était naturel que, chaque fois qu'il paraissait à Londres ou ailleurs en Grande-Bretagne, chacun se souvint que, quinze ans auparavant, le Sud-Africain était en guerre avec l'Angleterre et qu'il était lui-même l'un des principaux généraux de l'armée ennemie. Aujourd'hui, il vient représenter en Grande-Bretagne sa patrie, unie à l'empire britannique et jouissant des bienfaits de la liberté anglaise. C'est un spectacle qu'on ne voit pas tous les jours—auquel on n'a probablement jamais assisté ailleurs qu'en Angleterre même. Quel spectacle, quelle leçon, quel triomphe pour les institutions britanniques!

Les Romains avaient l'habitude de rendre esclaves les nations vaincues, d'enchaîner leurs plus illustres captifs au char de triomphe de leurs généraux victorieux. La Grande-Bretagne fait des hommes libres de ses ennemis vaincus et met les plus renommés d'entre eux à la tête du cortège des triomphateurs. Cela ne saurait avoir lieu ailleurs qu'en Angleterre.

Ces faits sont connus de tout le monde, mais on me permettra d'en tirer la leçon qu'ils donnent à ce pays. En 1901, M. Bourassa, alors représentant de Labelle, soumit un projet de résolution pour blâmer notre attitude pendant la guerre du Sud-Africain. Je dus répondre au nom du ministère et je déclarai qu'à mes yeux la cause que la Grande-Bretagne soutenait dans cette guerre était souverainement juste et que, dans les circonstances, ce pays ne pouvait pas éviter le conflit. Je rappelai à la Chambre que le président Krüger avait invité les émigrés anglais à s'établir au Sud-Africain, en promettant de les traiter comme des citoyens. Je racontrai comment des émigrants anglais étaient venus en grand nombre dans le pays, y avaient ouvert des mines, fondé des villes, fortement accru la fortune publique et versé de grosses sommes dans la caisse de l'Etat.

Je rappelai la violation des promesses faites par le président Krüger, disant qu'au lieu de conférer à ces gens le droit de citoyens de la République on en avait fait des outandiers, qu'on les avait mis dans l'impossibilité de devenir citoyens de la République en portant la période de séjour, d'un an qu'elle était, à cinq, sept, dix et même quatorze ans ; qu'on les avait accablés d'impôts sans qu'il leur fût même permis d'exposer leur situation au parlement. Je signalai aussi à l'attention les dépêches, les audacieuses dépêches par quoi le président Krüger sommait les Anglais d'avoir à quitter le sol de Sud-Africain. J'ajoutai que, s'en étant rapportés à la décision des armes et ayant été vaincus, ces Hollandais devaient subir les conséquences de leur défaite. Et j'ajoutai encore :

Je l'affirme sur mon honneur de sujet britannique, si, ces populations ont perdu leur indépendance, elles conservent leur liberté. Un seul avenir attend le Sud-Africain : c'est une grande fédération modelée sur la Confédération canadienne ; c'est une fédération où la colonie du Cap, le Natal, l'Etat libre d'Orange, le Transvaal et la Rhodésie, unis par une constitution fédérale, seront placés sous la protection du drapeau britannique et sous la dépendance de l'Angleterre.

Cette prédiction que je faisais sur mon honneur, elle s'est accomplie de façon plus complète que je ne prévoyais. Le Transvaal fut conquis, mais **l'Angleterre lui accordait, en 1906, une aussi grande somme de liberté que**